

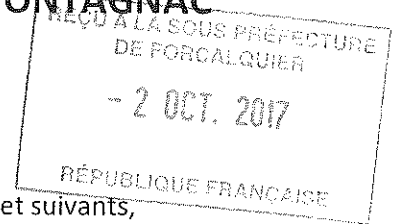
REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de MONTAGNAC
MONTPEZAT

DOSSIER : N° PC 004 124 17 00005
Déposé le : 29/06/2017
Demandeur : Monsieur BARROO Luc
Nature des travaux : Projet de réhabilitation
d'une maison de village
Sur un terrain sis à : LE VILLAGE
MONTAGNAC à MONTAGNAC MONTPEZAT
(04500)
Référence(s) cadastrale(s) : E 201, E 202

ARRÊTÉ

Accordant un permis de construire Délivré par le MAIRE au nom de la commune de MONTAGNAC MONTPEZAT



Le Maire de la Commune de MONTAGNAC MONTPEZAT

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R420-1 et suivants,
VU le Règlement National d'Urbanisme,
VU la Loi Montagne, notamment ses articles L145-5 et suivants,
Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune de Montagnac-Montpezat approuvé en date du 22/06/1998,
VU la demande de permis de construire présentée le 29/06/2017 par Monsieur BARROO Luc,
VU la demande de pièces complémentaires signée en date du 05/07/2017,
VU la complétude du dossier exprimée en date du 02/08/2017,
Vu la consultation de ENEDIS Accueil Urbanisme Provence en date du 30/06/2017,
Vu l'avis Favorable de Direction Départementale des Territoires, Service Urbanisme et Connaissance des Territoires Pôle ADS en date du 18/08/2017,

ARRÊTE

Article 1

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE**.

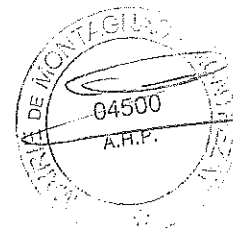
Article 2

Les prescriptions suivantes devront être respectées :

Les montants des taxes d'urbanisme (taxe d'aménagement et redevance archéologie préventive) vous seront communiqués ultérieurement par les services de l'Etat.

MONTAGNAC MONTPEZAT
le 25 septembre 2017

Le Maire
François GRECO



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Annexe à l'arrêté de Permis de Construire n°PC 004 124 17 00005

PRESCRIPTIONS SUR AUTORISATION URBANISME Concernant un PERMIS DE CONSTRUIRE

I/ Généralités

Les réseaux publics d'eau potable et d'assainissement collectif existants du secteur : permettent la desserte du projet

II/ Prescriptions Eau Potable

Le branchement en eau potable est déjà réalisé sur la canalisation communale Ø50 Rue du Barry.

III/ Prescriptions Eaux usées

Le raccordement aux Eaux Usées est déjà réalisé sur le collecteur situé rue du Barry